

Économie coopérative

Encerclé par des forces hostiles, sous-équipé en infrastructures, le Kurdistan syrien doit pourtant relever un défi de taille : produire pour nourrir sa population. Loin des utopies étatiques et de la collectivisation forcée des staliniens de jadis, l'Auto-administration du Rojava encourage la libre association des productrices et producteurs.

L'administration autogérée leur a attribué la terre. Ils produisent sans engrais chimiques et vendent des légumes, du maïs et du lait aux sociétaires de la coopérative à un prix plus bas que celui du marché. Chaque part sociale vaut cent dollars. Celui qui n'a pas cette somme peut offrir sa force de travail ou s'unir à d'autres. Quand il y a besoin, les sociétaires s'entraident en passant une journée ensemble dans les champs.

« Nous planterons aussi un bois et quand le projet sera terminé nous nous lancerons dans l'agrotourisme. Nous sommes en train de réaliser notre rêve », raconte Azad, visiblement ému. Il fait partie d'une coopérative agricole avec 5 000 autres sociétaires dans le canton de Jazeera au Rojava. Il y a trois ans, dans ces contrées, les coopératives n'existaient pas. Puis, une révolution a commencé au nord de la Syrie, à seulement 400 km d'Alep ; improbable. Et pourtant elle existe, elle grandit et alimente depuis l'espoir dans le monde entier en portant loin son horizon grâce au fait qu'elle a fait de la coexistence la clé pour rendre la communauté plus forte. La voie inexplorée du Rojava est parcourue par beaucoup de personnes diverses et disposées à apprendre et à corriger le tir chaque jour.

« Quand la révolution a commencé en 2011, nous savions que le conflit allait se transformer en une guerre entre chiïtes et sunnites. Nous autres avons choisi une troisième voie, celle du vivre-ensemble, raconte Haval Jalil, coprésident de Tev-Dem¹. Notre voie est celle d'une révolution culturelle qui passe avant tout par le renforcement de la communauté. » Nous sommes à Qamislo, 200 000 habitants, capitale du canton de la Cizîrê, non loin de la Turquie. La région du Rojava s'est déclarée autonome en 2012

et, depuis, elle expérimente une forme d'autogouvernement inspiré des principes du confédéralisme démocratique, la théorie politico-sociale qui représente l'aboutissement de trente années de luttes du mouvement de libération kurde. Le confédéralisme démocratique préconise le dépassement du modèle de l'État-nation par des communautés organisées sur un modèle de démocratie directe, et poursuit le projet d'une société fondée sur la coexistence des cultures et des religions diverses, l'écologie, le féminisme, l'économie sociale et l'autodéfense populaire.

UNE RÉVOLUTION EST EN COURS

Une expérience unique au monde, au cœur d'un Proche-Orient meurtri par la guerre, la répression brutale et les fondamentalismes. Une expérience qui peut paraître incroyable si on ne la voit pas de ses propres yeux, surtout dans le contexte de l'atroce conflit syrien.

Je n'y suis pas resté longtemps mais je peux témoigner qu'une véritable révolution est en cours. Durant les trois dernières années, l'auto-administration portée par le Tev-Dem, l'organi-

sation qui sert de lien entre les partis kurdes syriens et les mouvements sociaux, a été impliquée dans la réorganisation des institutions et l'élaboration de nouvelles lois.

L'unité organisationnelle et décisionnelle de base de la communauté est le *komin* (commune). Les *komin* sont organisés principalement sur une base territoriale, mais il y en a aussi sur des bases féminines et ethnocoalitionnelles spécifiques. Dans chaque quartier, il y a sept ou huit *komin* qui élisent des représentants dans les conseils de quartiers, puis dans les conseils de ville. Dans les *komin* on élabore les propositions, les demandes, et on répond collectivement aux besoins de la communauté. Dans les conseils de villes, les propositions de lois de l'Auto-administration démocratique (DSA) circulent pour être améliorées. Chacun des trois cantons du Rojava - Cizîrê, Kobanê et Efrîn - a aujourd'hui une administration séparée.

Il y a juste un an, une bonne partie de ces territoires était contrôlée par Daech. Les milices YPG (mixtes) et YPJ (féminines) ont récupéré une grande partie du territoire au travers de batailles très dures. Aujourd'hui, seul le canton d'Efrîn est encore séparé du reste du Rojava par une étroite zone occupée par l'armée turque, à laquelle Daech a cédé du terrain sans opposer

« Nous voulons une économie constituée à 80 % de coopératives »

de résistance. Malgré cette discontinuité territoriale, l'élection du premier « gouvernement confédéral du Rojava-Syrie du nord-est » est prévue pour l'an prochain, à travers le système de démocratie directe construit ces trois dernières années.

Mais le cœur battant de la révolution kurde, c'est la stratégie de transition du modèle économique capitaliste vers un nouveau paradigme : l'économie sociale. « Nous voulons une économie constituée à 80 % de coopératives. Nous ne croyons pas à un modèle socialiste qui interdirait l'initiative privée. Notre idée est que chaque personne ait un rôle économique actif dans la société et que le changement arrive graduellement à travers la participation des gens », explique Haval Rachid, coprésident du département Économie. Au Kurdistan, chaque charge publique est toujours attribuée à deux représentants, un homme et une femme, qui ont la fonction de coprésidents.

Il y a trois ans de cela, les coopératives n'existaient pas

Aujourd'hui, dans le canton de Cizîrê, les coopératives sont plus de 100 et elles se multiplient à une vitesse impressionnante.

